

La France au bord du fascisme

C'était il y a 60 ans, le 6 février 1934, à Paris. Pour ne pas oublier que la tentation fasciste alors fut très forte, mais qu'on sut y échapper...

Paris, 6 février. Pendant qu'au Palais-Bourbon a lieu l'investiture du nouveau gouvernement, à quelques centaines de mètres de l'autre côté de la Seine, sur la place de la Concorde, de la fumée monte haut dans le ciel de fin d'après-midi. C'est un autobus qu'on incendie aux cris de "A bas les voleurs! Démission! A la Chambre!". Les agents de police sur le pont de la Concorde, qui barrent la route aux manifestants, sont attaqués avec des jets de pierres. Quand les plus décidés des manifestants, membres de l'Action Française ou des Jeunesses Patriotes, souvent armés, menacent de forcer les barrages, la police tire dans la foule. les gardes républicains à cheval repoussent les

manifestants, mais ceux-ci, enragés, reviennent à la charge aussitôt. Des barricades sont construites; on essaie de mettre le feu au Ministère de la Marine. Si les manifestants arrivaient à la Chambre des Députés, personne ne sait jusqu'où ils iraient...

Le 6 février 1934 marque l'apogée de la tentation fasciste en France. Mussolini gouverne depuis plus de dix ans et il y a un an presque jour pour jour qu'Hitler a pris le pouvoir. Ils ne manquent pas d'admirateurs en France: "Les meilleurs esprits envisagent l'expérience d'un gouvernement autoritaire à l'image de ceux d'Italie ou d'Allemagne" (Le

Capital, 28.11.33.). La forme de gouvernement républicaine paraît plus menacée que jamais.

La crise de la IIIe République

Situons ces événements dans leur époque, toute ressemblance avec le présent étant purement fortuite. Avec quelque retard, les effets de la grande crise de 1929 ont atteint la France. Les classes moyennes, jusque-là point d'ancrage du système politique, se sentent menacées. On parle aussi de crise morale: plus personne ne croit en la vertu, tous les moyens sont bons pour s'enrichir. Le régime parlementaire est facilement désigné comme bouc émissaire. S'il est vrai que la Constitution ne prévoit pas un exécutif fort, la faiblesse et l'instabilité de la plupart des gouvernements viennent plutôt de l'incapacité des partis de se donner des lignes de conduite claires, un mal auquel le mode de scrutin majoritaire ne peut remédier.

Au centre de la IIIe République se trouve le parti radical: laïque, modéré, il représente les classes moyennes. A sa droite le Bloc National, réactionnaire, catholique, défendant les intérêts de la grande bourgeoisie et du grand capital. A gauche, le parti socialiste qui s'appelle alors SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), et le parti communiste, extrêmement sectaire. Depuis 1918, il y a eu des gouvernements de droite, de centre-droite, et de centre-gauche.

En 1924, une alliance électorale entre radicaux et socialistes remporte les élections. Le gouvernement de centre-gauche, que les socialistes soutiennent sans y participer, navigue entre les revendications populaires et la pression des milieux d'affaires, qui finit par le faire échouer. En 1926, un gouvernement de centre-droite prend la relève et rétablit la situation financière. En 1928 la gauche, discréditée par sa désunion, perd les élections et la droite gouverne seule. Après les élections de 1932 cependant, le soutien des députés socialistes permet à nouveau la constitution d'un gouvernement radical, qui mène une politique de redressement des finances publiques, aggravant alors le chômage et la récession.

Le fascisme français

Il y a à cette époque une nébuleuse fascisante en France, réunissant des organisations de masse et des organisations paramilitaires, les ligues. L'UNC (Union Nationale des Combattants) regroupe 900.000 anciens combattants et défend une politique à l'image de l'union sacrée de la guerre, c.-à-d. une politique de droite. La Fédération des Contribuables regroupe 700.000 adhérents et son dirigeant M. Large déclare en février 1933: "Nous entreprendrons une marche convergente vers cet antre qui s'appelle le Palais-Bourbon et s'il le faut nous prendrons des fusils et des bâtons pour balayer cette chambre d'incapables".

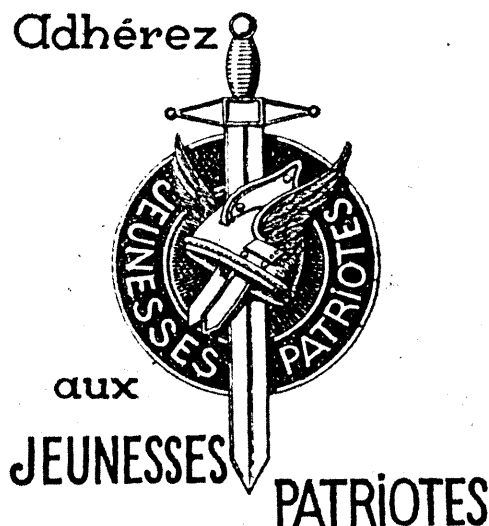
La ligue la plus importante est l'Association des Croix-de-Feu, qui regroupe 35.000 anciens combattants et 50.000 "Volontaires Nationaux", bien organisés et entraînés. Leur chef, le lieutenant-colonel de La Roque, comparé parfois à Mussolini, a un

programme politique vaguement populiste. D'autres ligues importantes sont l'Action Française, royaliste, et les Jeunesses Patriotes, nationalistes et anti-socialistes.

Les points communs de tous ces mouvements sont leur antiparlementarisme (du moins à l'encontre des parlementaires de gauche) ainsi que leur prédilection pour les sujets classiques de l'extrême-droite: "salubrité publique", autoritarisme, nationalisme, xénophobie, antisémitisme. On notera aussi la complaisance de la force publique à leur égard, notamment de la part du préfet de Police de Paris, Jean Chiappe. Enfin ils bénéficient tous du soutien financier des milieux d'affaires qui voient en eux un instrument pour contrecarrer par tous les moyens les majorités politiques de gauche. Ernest Mercier, grand patron de l'Electricité et du Pétrole déclare: "La seule solution que les circonstances imposeront bientôt est celle d'un gouvernement d'autorité, appuyé par une force morale populaire irrésistible".

Les événements du 6

L'affaire Stavisky, qui éclate fin décembre 1933, est une escroquerie bancaire ordinaire. Une personne habile, bénéficiant d'appuis dans le monde politico-financier, arrive à soutirer beaucoup d'argent à des sociétés ou des particuliers, et finit par faire faillite quand ses garanties se révèlent être factices. Un certain nombre d'hommes politiques, dont le ministre des Colonies, ont protégé l'escroc Stavisky dans ses activités, et le 8 janvier ce dernier est retrouvé mort à Chamonix, suicidé ou assassiné. Cette affaire obscure n'est ni la première du genre, ni la plus grave, mais elle arrive à point nommé pour permettre à la droite d'attaquer le gouvernement radical.



Dès le 9 janvier, à l'appel de l'Action Française, commence une série de manifestations violentes, auxquelles se joindront les autres ligues et la Fédération des Contribuables, et qui dureront jusqu'à la démission du gouvernement de Camille Chautemps le 28 janvier. Daladier, un autre radical, qui a une réputation d'homme intègre, lui succède et fait s'évanouir les rêves de changement de régime. Mais le 3 février, Daladier remplace le préfet de police

in: "Le 6 février 1934", S. Berstein, collection archives

Aujourd'hui il convient de rappeler que le fascisme n'est pas l'apanage de quelques nations, mais une tentation universelle.

Chiappe, qui s'était illustré par sa bienveillance à l'égard des manifestations de janvier. Ce limogeage permet à l'extrême-droite de revenir à la charge et de demander la démission d'un gouvernement qui a "révoqué le gendarme pour donner carrière à l'anarchie socialiste et sauver les voleurs francs-maçons."

Le 6 février au soir, plusieurs cortèges de manifestants se forment dans Paris. Sur la place de la Concorde les militants de l'Action Française et d'autres ligues essaient de passer la Seine et d'atteindre la Chambre des Députés. Mais les barrages policiers résistent et les agents n'hésitent pas à tirer. Plus tard le cortège des anciens combattants de l'UNC, fort de plus de 10.000 personnes, parti du Rond-Point des Champs-Élysées, passe par la place pour continuer vers les grands boulevards. De l'autre côté de la Seine deux cortèges très disciplinés de Croix-de-Feu défilent autour de la Chambre sans essayer de forcer les barrages policiers. Enfin, le cortège des Jeunesses Patriotes, à la tête duquel marche son leader Pierre Taittinger, député de Paris, ainsi qu'une vingtaine de conseillers municipaux de droite, longe la rive gauche de la Seine pour atteindre la Chambre. Une délégation de conseillers est même reçue par Daladier et lui demande de démissionner. Les attaques contre le pont de la Concorde se poursuivent jusqu'à 2h30, et plusieurs fois encore des coups de feu sont échangés. Le lendemain, on compte quatorze morts parmi les manifestants, et un parmi les forces de l'ordre.

Ainsi, la sanglante émeute de la Concorde a été l'action la plus conséquente d'un ensemble décousu de manifestations hostiles au gouvernement. Même si les manifestants n'ont pas pu envahir la Chambre, la menace d'un coup d'état est réelle; une seconde tentative, mieux coordonnée, de "nettoyer" la Chambre et de mettre en place un "gouvernement provisoire", pourrait réussir. Le 6 vers minuit, Daladier est encore décidé à prendre ses responsabilités pour défendre la République. Cependant il est lâché tour à tour par son administration et par son propre parti, et seul Léon Blum du parti socialiste lui apporte son soutien pour "barrer la route à l'offensive outrageante de la réaction fasciste". Le 7 février vers midi, Daladier cède à la pression et démissionne.

La riposte du 12

Le 9 février est constitué un gouvernement "d'union nationale", dirigé par des politiciens de droite, entre autres le maréchal Pétain et Pierre Laval. Pour une partie des instigateurs des troubles du 6, l'objectif est alors atteint, et la mobilisation de l'extrême-droite se relâche. Maintenant la gauche va se mobiliser contre la menace fasciste qui a fait reculer un gouvernement démocratiquement élu.

Le Parti Communiste, qui dans sa propagande renvoie dos-à-dos les fascistes et les socialistes qualifiés de "social-traitres", organise seul une manifestation le 9. Interdite par le gouvernement, elle est sévèrement réprimée et huit militants communistes sont tués. Dès le 7 février, la CGT (qui est à l'époque le syndicat proche des socialistes) a lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 12. Cet appel est

soutenu par la Ligue des Droits de l'Homme et le parti socialiste, qui organise une manifestation sur le cours de Vincennes. Finalement la CGTU et le Parti Communiste appellent à une grève et une manifestation parallèles.

Personne n'a pu prévoir quelle serait la mobilisation pour une grève politique mise sur pieds en si peu de temps. Mais le 12 février, le succès est immense. Plus d'un million de grévistes dans la région parisienne, et 300.000 manifestants socialistes et communistes qui finissent par se mélanger dans un réflexe unitaire contre le fascisme.

Ces deux cortèges qui se rejoignent annoncent un large mouvement antifasciste dont sera issu le Front Populaire de 1936. Le Front Populaire, réunissant les partis communiste, socialiste et radical autour d'un programme de justice sociale et de défense des libertés, représente en effet une alternative aux tentations antidémocratiques et fascisantes face à la crise des années trente. Cette mobilisation empêchera les fascistes de relever la tête jusqu'à l'occupation allemande, qui sera accueillie comme une délivrance par la majeure partie de la droite française.

Danger réel ou épouvantail ?

Cependant il y a une controverse parmi les historiens français autour de l'existence véritable d'un fascisme français. Certains présentent les mouvements fascistes comme une variante de la droite classique, ou invoquent la tradition politique française pour en tirer l'argument que leur patrie serait immunisée à jamais contre la peste brune. Au vu de l'accueil que font les enfants de la Grande Nation au régime de Pétain, le doute est permis. Certes, le 6 février n'est pas la marche sur Rome de Mussolini, et il y a dans le fascisme français, comme dans les autres fascismes, des particularités toutes nationales. Mais l'emmêlement des mouvements fascistes et de la droite classique n'est rien moins qu'une exception: le grand capital et les politiciens de droite ont toujours favorisé les mouvements fascistes pour en faire un instrument de leur politique.

Celui qui parle d'événements passés ayant une signification dans le présent ne peut prétendre rechercher simplement l'objectivité. Chaque mot a pour lui et ses éventuels lecteurs une résonance dans le monde où il vit. Il ne peut se soustraire à l'obligation de prendre parti. Évaluer le véritable potentiel de danger émanant d'un mouvement fasciste du passé ou du présent est difficile. Il est infiniment dangereux de sous-estimer ce potentiel, et à la question de savoir s'il faut le combattre doit succéder la question de savoir comment le combattre.

En 1934, plutôt que la foi républicaine ou l'absence d'un grand leader, ce qui a cassé l'élan fasciste, c'est la mobilisation d'une majorité populaire sur un contre-projet de société. Aujourd'hui il convient de rappeler que le fascisme n'est pas l'apanage de quelques nations, mais une tentation universelle. Le fascisme n'est pas non plus une fatalité, on peut lui barrer la route, moins par une répression étatique qu'avec - des idées!

RRK